

CONSEIL MUNICIPAL du 16 décembre 2019 – 18heures 30
Compte-rendu sommaire

15 présent.e.s, 8 absent.e.s, excusé.e.s, 6 procurations [Gaby Peton (procuration à Rémy Strullu) ; Annie Marzin (procuration à Marie-Christine Camenen) ; Jean-François Jaffry, Bénédicte Daras (procuration à Alain Olivier) ; Michèle Rousseau (procuration à Thierry Sclaminec), Claudie Guénolé (procuration à Philippe Sandrin) ; Jean-Marc Jaouen, Monique Monfort (procuration à Brigitte Brémaud)].

Pierre Plouzennec, le Maire, propose à l'assemblée délibérante de respecter une minute de silence pour rendre hommage aux 13 militaires français qui ont perdu la vie au Mali et aux trois secouristes qui ont péri en portant secours aux sinistrés dans le sud de la France.

Compte rendu du Conseil municipal du 14 octobre 2019

Le Maire, Pierre Plouzennec, fait lecture du compte-rendu du dernier conseil municipal, qui est adopté (20 pour, 1 abstention - Claude Conrod, 1 contre - Jocelyne Kervella-Lainé). Thomas Le Reun, conseiller municipal, est ensuite élu (21 pour) secrétaire de séance.

1. Communauté de Communes : Avis de la CLECT (Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées)

Le Maire, Pierre Plouzennec, explique à l'assemblée le principe de la CLECT puis il rappelle l'historique du transfert de la compétence voirie :

- en 1999, 30% de la voirie communale sont devenues Routes d'Intérêt Communautaire (RIC) : cette mutation a fait l'objet d'un transfert de charges ;
- en 2008, cette part a été portée en moyenne à 60% mais l'opération n'a pas fait l'objet de compensation.
- en 2019, la Communauté de Communes, assistée du bureau d'études RCF, a déterminé le besoin de financement au kilomètre en fonction du linéaire de voirie rurale de l'ensemble du territoire, soit 1 046 €.

Pour la Commune de Plozévet, l'intégration de ce supplément de voirie représente 37 067.37€, et le montant de la compensation se trouve ainsi défini annuellement à 110 660.20€. Pour l'année 2020 uniquement, le solde de l'« enveloppe voirie » (36 776.44€), est intégré à la dotation de compensation, soit 148 336,64€.

Le Maire explique qu'un budget prévisionnel de la voirie communautaire a été réalisé et pour que celui-ci soit équilibré, 1,5 millions d'euros sont nécessaires. Il explique que le montant transféré (57 884,59 € pour la Commune de Plozévet) pourra être imputé pour moitié en fonctionnement et pour moitié en investissement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (19 pour, 2 contre - Claude Conrod, Jocelyne Kervella-Lainé), valide les décisions de la CLECT, telles que présentées et souhaite de façon dérogatoire, imputer le montant de la compensation, pour moitié en investissement et pour moitié en fonctionnement, puis prévoit l'inscription budgétaire.

2. Communauté de Communes Convention de gestion pour l'exercice de la compétence voirie

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, présente le projet de convention entre les Communes du Haut Pays Bigouden et la Communauté de Communes pour l'exercice de la compétence voirie, qui intègre notamment les périmètres d'intervention et l'organisation des services. Un bordereau de prix a été élaboré par la CCHPB : il servira à déterminer, lors de travaux sur les routes, le montant des prestations communales ou communautaires.

Le premier adjoint précise que les chemins ruraux sont à la charge de la commune pour l'entretien et l'égoutage. Enfin, d'un commun accord, il est précisé que, vis-à-vis de la population, la mairie demeure le point d'accueil pour les sujets de voirie, que les routes soient communales ou d'intérêt communautaire.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (19 pour, 2 contre - Claude Conrod, Jocelyne Kervella-Lainé), valide la convention telle que présentée, autorise le Maire à signer la convention et prévoit l'inscription budgétaire.

3. Communauté de Communes : Fonds de concours assainissement (raccordement Rue des Mésanges)

Le Maire, Pierre Plouzennec, présente le dossier de fonds de concours pour l'extension du réseau d'assainissement collectif rue des Mésanges à Plozévet, réalisé en 2018.

Le montage financier est le suivant :

Dépenses :

- | | |
|---------------------------|-----------|
| - Coût des travaux : | 18 448,37 |
| - Contrôle de réception : | 686,56 |

Recettes :

- | | |
|--|----------|
| - Participation pour le raccordement à l'égout : | 4 200,00 |
|--|----------|

Coût net de l'opération :	14 934,93
---------------------------	-----------

Fonds de concours :	7 467,47
---------------------	----------

Le Maire rappelle le principe en matière de participation pour les travaux d'extension de réseau d'assainissement collectif : la communauté de communes supporte les coûts et la commune verse un fond de concours équivalent à la moitié de l'opération, soit en l'occurrence 7 467,47 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) décide à l'unanimité de verser le fonds de concours à la communauté de communes pour l'extension du réseau d'assainissement rue des mésanges, à hauteur de 7 467,47€ et prévoit la dépense au budget.

4. Communauté de Communes : Convention de co-maîtrise d'ouvrage : renaturation du cordon littoral à Lessunus

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, présente la proposition de convention de co-maîtrise d'ouvrage pour la renaturation du cordon littoral à Lessunus. Il explique qu'il s'agit :

- De la renaturation du fonctionnement du cordon de galets littoral, impliquant l'enlèvement de l'aqueduc béton existant, colmaté depuis plusieurs années et devenu inutile,
- De l'adaptation des ouvrages hydrauliques et routiers de la voie (VC4) traversant la zone humide, afin de prévenir les risques d'inondation et améliorer la continuité écologique et hydraulique du cours d'eau.

Jean-Bernard Yannic précise que l'enlèvement de l'aqueduc, évalué à 42 000 €, est à la charge de la Commune pour la partie située sur le domaine public maritime et que le montant de l'enveloppe globale de l'opération reste à finaliser.

Il explique également que si l'objectif est de retrouver un bon fonctionnement écologique et hydraulique du bassin, le projet englobe notamment trois dimensions :

- Le PTE (Programme Territorial de l'Eau) : pour la circulation hydraulique du bassin, une étude a été réalisée dans le cadre du Sage Ouesco ;
- Le volet voirie : il concerne une RIC (Route d'Intérêt Communautaire) et donc du ressort communautaire ;
- La réponse à l'Appel à projet de l'Adème « Des solutions fondées sur la nature pour des territoires littoraux résilients » ; l'objectif étant de promouvoir le rôle des écosystèmes dans l'adaptation au changement climatique des territoires exposés aux évolutions du trait de côte.

Le conseil municipal (21 pour) décide à l'unanimité d'autoriser le Maire à signer la convention telle que présentée, prévoit la dépense budgétaire et autorise la Communauté de Commune à solliciter des subventions y compris pour le compte de la Commune.

5. Validation des Conditions Générales d'Utilisation du Guichet Numérique des Autorisations d'Urbanisme

Le Maire, Pierre Plouzennec, rappelle à l'assemblée l'organisation de l'instruction des Autorisations du Droit des Sols (ADS), géré par le service instructeur porté juridiquement par la CCPBS (Communauté de Communes du Pays Bigouden Sud). Les deux communautés CCPBS et CCHPB (Communauté de Communes du Haut Pays Bigouden) ont financé conjointement le logiciel qui permet de disposer d'une téléprocédure spécifique en capacité de recevoir et d'instruire sous forme dématérialisée, les demandes d'autorisation d'urbanisme (CUa – Certificat d'Urbanisme informatifs, et DIA – Déclarations d'Intention d'Aliéner) déposées à partir du 1^{er} janvier 2020. C'est le principe du guichet unique, et pour le faire fonctionner, il est nécessaire que l'assemblée délibérante valide les Conditions Générales d'Utilisation (CGU) du Guichet Numérique des Autorisation d'Urbanisme (GNAU) telles qu'exposées.

Le conseil municipal (21 pour) décide à l'unanimité de valider les CGU du GNAU et autorise le Maire à signer tout document s'y rapportant.

6. Budget – Autorisation de mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget

Pierre Plouzennec, le Maire, informe l'assemblée que le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L1612-1, prévoit que « jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans les limites du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »

Il est proposé à l'assemblée de mettre en application cette possibilité pour les comptes 165, 20, 21, 23 et 27.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (19 pour, 1 abstention – Claude Conrod, 1 contre - Jocelyne Kervella-Lainé) autorise la dépense en investissement à hauteur de 25% telle qu'indiquée.

7. Tarifs publics communaux

Rémy Strullu, adjoint à la vie associative et sportive, présente à l'assemblée les propositions de tarifs examinées par la commission communale, tels qu'ils figurent en annexe. Il précise que pour les tarifs relatifs à la voirie, il est convenu de les fixer en réciprocité avec ceux de la Communauté de Communes. Il présente également les propositions de tarifs pour le centre culturel Avel-Dro et ceux de l'espace Pierre Trépos, ainsi que les conditions de mise à disposition des équipements.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité (21 pour) valide les propositions de la commission et autorise le Maire à signer les documents en découlant.

8. Convention de mise à disposition de biens immobiliers – SDEF (Syndicat d’Energie et d’Equipeement du Finistère)

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, rappelle que la Commune a transféré la compétence éclairage public au SDEF et qu’il convient, conformément à l’article L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, de mettre à disposition du SDEF les biens immobiliers d’éclairage public qui, pour Plozévet, sont les suivants :

Armoires	Lanternes équipées de Lampe à décharge		Lanternes « Led »>
	SHPIM ...	BF	
25	298	60	55

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour), à l’unanimité autorise le Maire à signer le Procès-verbal constatant la mise à disposition de biens & équipements au SDEF dans le cadre du transfert de la compétence « éclairage public ».

9. Convention Centre social ULAMIR-du-Goyen – Activité RAM et subvention exceptionnelle

Pierre Plouzennec, le Maire, présente deux points en relation avec l’association centre social Ulamir-du-Goyen :

- tout d’abord le projet de convention pour l’activité RAM (Relais d’Assistants Maternelles), dont l’activité donne entière satisfaction à l’espace Pierre Trépos.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le Maire à signer la convention pour l’activité du RAM telle que présentée ;

- Le Maire explique ensuite que si l’association, qui bénéficie actuellement de l’habilitation centre social, venait à disparaître, c’est le projet social sur le territoire de la communauté qui s’en trouverait remis en cause. Il fait ensuite part des difficultés financières importantes que traverse le centre social Ulamir-du-Goyen et informe qu’une conférence des financeurs s’est accordée sur un plan de sauvegarde de la structure portant sur 50 % de la dette, afin de lui permettre de solliciter un emprunt équivalent auprès de Bretagne Active. Il propose à ce titre, de verser une subvention exceptionnelle d’un montant de 400 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, une abstention - Philippe Sandrin) accorde au centre social Ulamir-du-Goyen, une subvention exceptionnelle de 400€ et prévoit la dépense budgétaire.

10. Centre de Gestion : Avenant à la convention pour le RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données)

Pierre Plouzennec, le Maire, informe que la commune a adhéré au service du Délégué à la Protection des Données (DPD) proposé par le CDG29 en octobre 2018, depuis, la Communauté de Communes a également adhéré à la prestation en mutualisant avec ses communes et de ce fait, il est proposé la signature d’un avenant qui prévoit la prise en charge financière par la Communauté des Communes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise le Maire à signer l’avenant à la convention.

11. Convention SPA (Société Protectrice des Animaux)

Pierre Plouzennec, le Maire, rappelle à l’assemblée la réglementation sur les fourrières animales et propose de renouveler le partenariat avec la SPA qui propose la prestation de services de fourrière animale, sans capture ni ramassage. Il précise que pour l’année 2020, le montant de la prestation s’élève à 1,19 € par habitant, 3 641,40 € TTC

Le conseil municipal, après en avoir délibéré autorise à l’unanimité (21 pour) le Maire à signer le contrat de prestation ainsi que les éventuels avenants et prévoit l’inscription au budget.

12. Affaires foncières - Vente Kermenguy

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, présente la proposition de mutation qui concerne une parcelle intégrée au domaine public à Kermenguy d’une surface d’environ 200 m². En effet, le proche riverain souhaite en faire l’acquisition.

Il propose de procéder au déclassement de la parcelle du domaine publique, puis de vendre cette même parcelle à M. Thenance, précise que tous les frais (arpentage, bornage, mutation, ...) seraient à la charge du demandeur, et évalue à 5 € le prix du m².

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour), à l’unanimité, autorise le Maire à procéder aux démarches nécessaires telles qu’exposées.

13. Adhésion à la charte Ya d’ar Brezhoneg – niveau 2

Philippe Sandrin, adjoint à la communication et à la culture, rappelle que par délibération du conseil municipal en date du 23 novembre 2007, Plozévet a adhéré à la Charte Ya d’ar Brezhoneg et a validé le niveau 1. Ainsi la commune s’est engagée dans cinq actions :

- mise en place de panneaux bilingues aux entrées et sorties de la commune ;
- papier à en-tête bilingue ;
- étude toponymique de la commune ;
- réalisation d’une enquête auprès des parents d’élèves pour mesurer la demande en matière d’enseignement bilingue ;
- aide financière et technique à l’installation et au développement d’une filière bilingue.

Aujourd'hui, il est proposé de passer au niveau 2. Pour ce faire, certaines actions ont imposées :

- cartons d'invitation bilingues pour les manifestations culturelles organisées par la mairie ;
- mettre en place des séances d'initiation au breton dans les lieux d'accueil de la petite enfance (crèches, relais d'assistances maternelles,...) ;
- développer l'enseignement bilingue dans la commune ;
- doter les classes bilingues des écoles publiques d'ATSEM bilingues ;
- prendre en compte la compétence « langue bretonne » lors du recrutement d'animateurs (dans les centres socioculturels, les centres de loisirs, les centres de vacances,...) ;
- message bilingue sur le répondeur de la mairie ;

Et d'autres (3) sont à choisir parmi un panel varié, il est proposé de retenir les actions suivantes :

- Accueillir dans les filières bilingues de la commune les enfants qui viennent de commune où l'offre bilingue est absente ;
- Constitution d'un fonds d'ouvrages en breton dans la médiathèque municipale, alimenté régulièrement au fur et à mesure des nouvelles publications ;
- Programmation annuelle de spectacles en langue bretonne dans le centre culturel communal.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil (21 pour) valide les actions proposées et autorise le Maire à signer la Charte Ya d'ar Brezhoneg niveau 2

14. Remboursements de frais

Philippe Sandrin, adjoint à la communication et à la culture, explique que le Maire a dû procéder à l'avance des frais (300 €) pour faire l'acquisition des données du SHOM qui figureront dans l'agenda de la commune.

Après en avoir délibéré, unanimité, le conseil (21 pour) autorise le Maire à procéder au remboursement et prévoit l'inscription budgétaire.

Questions diverses

Le Maire informe que Solange Petit-Skinner, ethnologue ayant participé aux recherches des années 60, nous a offert plusieurs exemplaires de son ouvrage consacré à Plozévet.

Les services techniques feront l'objet d'une inauguration en janvier 2020

Les diverses informations et dates sont portées à la connaissance des élus et la séance est levée à 20h.

*VU pour être affiché le 18 décembre 2019
conformément à l'article 2121-25 du code général des
collectivités territoriales*

